

La dette nette des SNF augmente à nouveau en 2023

En 2023, la dette nette des sociétés non financières (SNF) a continué d'augmenter sous l'effet de la poursuite de la hausse de la dette brute et du recul des avoirs de trésorerie.

Même si le ratio flux de dette nette sur PIB diminue, il reste légèrement supérieur à sa moyenne de long terme.

En points de PIB, l'encours de trésorerie des SNF a reculé pour la deuxième année consécutive par rapport à ses plus hauts de 2021, mais reste bien supérieur à son niveau la période pré-Covid. Les SNF ont procédé à des arbitrages importants au sein de leurs avoirs de trésorerie, essentiellement en faveur des comptes à terme et au détriment des dépôts à vue qui baissent de façon inédite.

L'analyse par taille d'entreprises fait ressortir, au deuxième et troisième trimestre 2023, une augmentation de la part des entreprises, notamment les PME hors TPE, qui enregistrent à la fois une baisse de leur trésorerie et une hausse de leur endettement bancaire brut. Cette situation ne concerne toutefois qu'une minorité de TPE (6%) et de PME hors TPE (7%).

En 2023, la dette nette¹ des sociétés non financières (SNF) a continué d'augmenter mais de façon moins marquée que l'année précédente (+ 56,8 Mds€, après + 80,8 Mds€ en 2022 ; cf. tableau 1). La hausse s'est concentrée sur les 3 premiers trimestres de l'année, la progression étant quasi nulle au quatrième (+ 1,2 Md€ ; cf. graphique 1). L'augmentation de la dette nette des SNF s'explique à la fois par la hausse de la dette brute (+ 34,7 Mds€), et le recul des avoirs de trésorerie (- 22,1 Mds€) :

- **La progression de la dette brute est portée essentiellement par les crédits bancaires**, dont la hausse se modère toutefois nettement comparativement à l'année précédente (+ 25,9 Mds€, après + 91,9 Mds€), même si les émissions nettes de titres de créance sont redevenues positives en 2023 (+ 8,7 Mds€, après - 6,2 Mds€ en 2022). **La croissance de l'endettement bancaire provient exclusivement des crédits d'investissement** (+ 41,3 Mds€, après + 64,2 Mds€ en 2022), tandis que les crédits de trésorerie diminuent sous l'effet de remboursements nets (- 21,3 Mds€), touchant en particulier les prêts garantis par l'État - PGE (- 22,5 Mds€², après - 11,5 Mds€ en 2022).
- **Les entreprises ont puisé dans leur trésorerie en 2023** (- 22,1 Mds€), un recul marqué mais qu'il convient de relativiser, le stock de trésorerie exprimé en % du PIB restant supérieur à son niveau pré-Covid (cf. graphique 3). Les SNF ont aussi procédé à d'importants **arbitrages pour privilégier les placements offrant de meilleurs rendements**, en particulier les dépôts rémunérés (+ 78,7 Mds€), constitués essentiellement de comptes à terme, et dans une moindre mesure les titres d'OPC monétaires (+ 5,1 Mds€) **au détriment des dépôts à vue** dont les encours ont fortement chuté (- 105,9 Mds€).

Au final, en prenant également en compte les effets de valorisation, l'encours de dette nette des SNF atteint 1 160,3 Mds€ à fin décembre 2023, en hausse de 4,3% par rapport à fin 2022.

¹ Dette nette = Crédits bancaires + titres de dette - dépôts - titres d'OPC monétaires.

² Montant calculé à partir de la collecte Anacredit (couverture partielle).

Tableau 1 : Trésorerie, dette brute et dette nette des sociétés non financières

(en milliards d'euros, CVS)

		2019	2020	2021	2022	2023	
		Flux annuel	Flux annuel	Flux annuel	Flux annuel	Flux annuel ^{b)}	Encours 31/12 ^{a) b)}
Trésorerie	(1)	39,8	203,9	24,5	5,0	- 22,1	889,1
Dépôts bancaires	(a)	55,0	171,3	38,2	17,9	- 27,2	822,8
– dépôts à vue		54,2	160,1	46,0	- 37,6	- 105,9	535,5
– dépôts rémunérés		0,9	11,2	- 7,8	55,5	78,7	287,3
OPC monétaires		- 15,2	32,7	- 13,8	- 12,9	5,1	66,2
Dette brute	(2)	91,5	218,6	49,0	85,8	34,7	2 049,4
Crédits bancaires	(b)	51,6	141,3	43,7	91,9	25,9	1 349,7
– trésorerie		- 0,7	89,6	- 7,4	23,8	- 21,3	318,7
– investissement		45,5	46,8	45,0	64,2	41,3	956,5
– autres		6,7	5,0	6,1	3,9	6,0	74,5
Titres de créance		40,0	77,2	5,3	- 6,2	8,7	699,7
Dette nette	(2) - (1)	51,7	14,6	24,5	80,8	56,8	1 160,3
Crédit - dépôts	(b) - (a)	- 3,5	- 30,0	5,5	74,0	53,1	526,9
Dette brute - dépôts	(2) - (a)	36,5	47,3	10,8	67,9	61,9	1 226,6

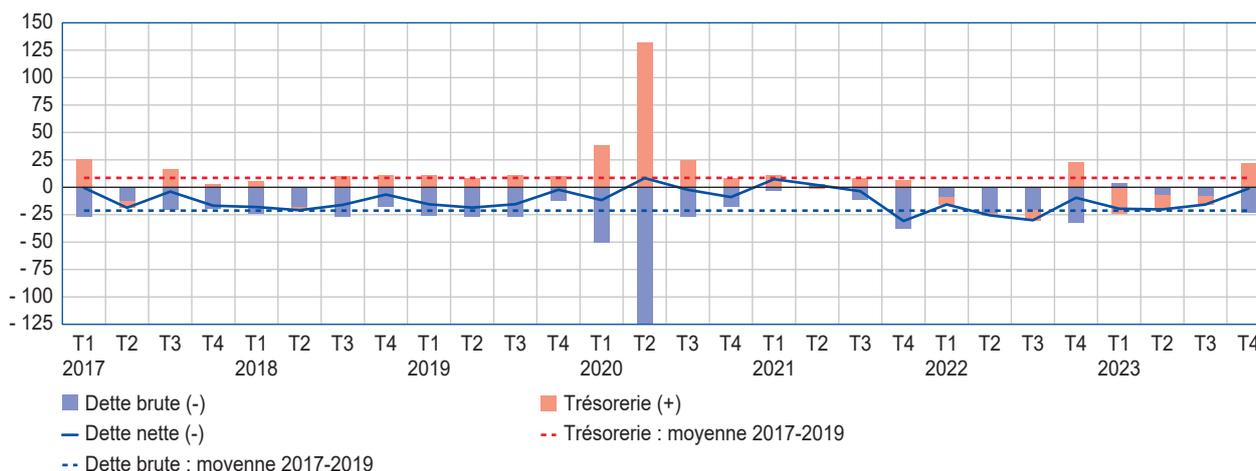
a) La somme des flux peut différer de la variation d'encours en raison d'effets de valorisation.

b) Chiffres provisoires.

Source : Banque de France.

Graphique 1 : Flux trimestriels de trésorerie, de dette brute et de dette nette des sociétés non financières

(en milliards d'euros, CVS)



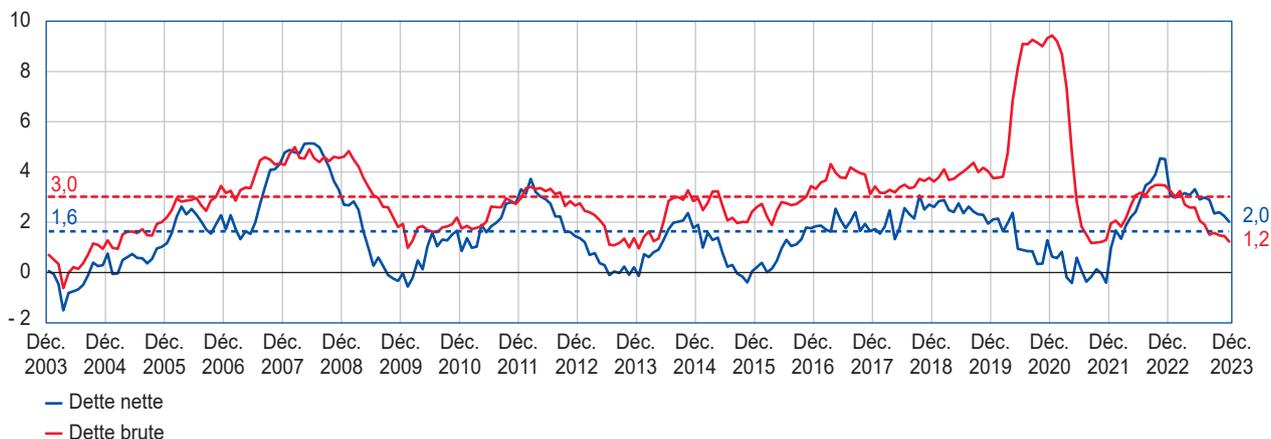
Note : Les flux de dettes apparaissent en signe inversé.

Sources : statistiques monétaires (DSMF) et de titres (DBdP).

En cumul sur 12 mois, le ratio [flux de dette nette / PIB] diminue en 2023 (2,0 % après 3,1 % fin 2022), tout en demeurant légèrement supérieur à sa moyenne de long terme calculée depuis 2003 (1,6 % ; cf. graphique 2). Le ratio calculé avec la dette brute suit la même tendance baissière mais se situe quant à lui nettement en-dessous de sa moyenne de long terme (1,2 % contre 3,0 %).

Graphique 2 : Flux CVS cumulés sur 12 mois de dette des sociétés non financières

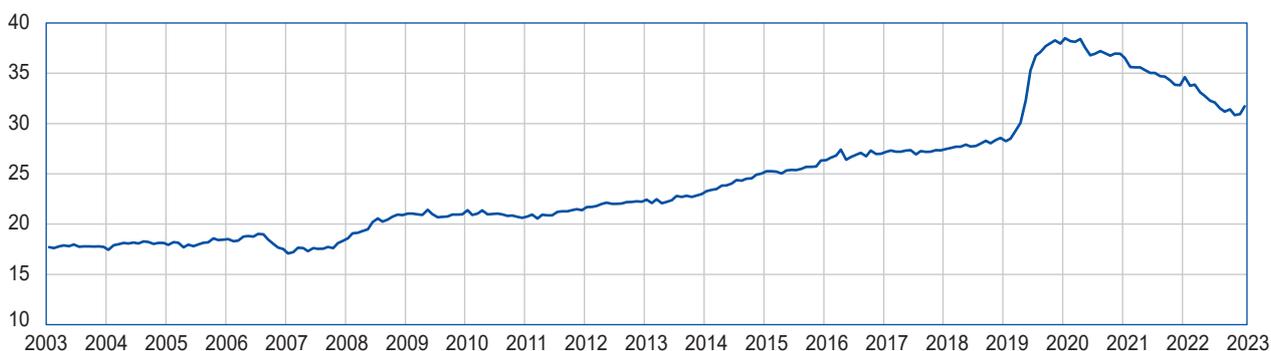
(en % du PIB)



Note : Les traits pointillés correspondent aux moyennes depuis décembre 2003.
Sources : statistiques monétaires (DSMF) et de titres (DBdP); comptes nationaux (Insee).

Graphique 3 : Encours de trésorerie des sociétés non financières

(en % du PIB)



Sources : statistiques monétaires (DSMF) et de titres (DBdP); comptes nationaux (Insee).

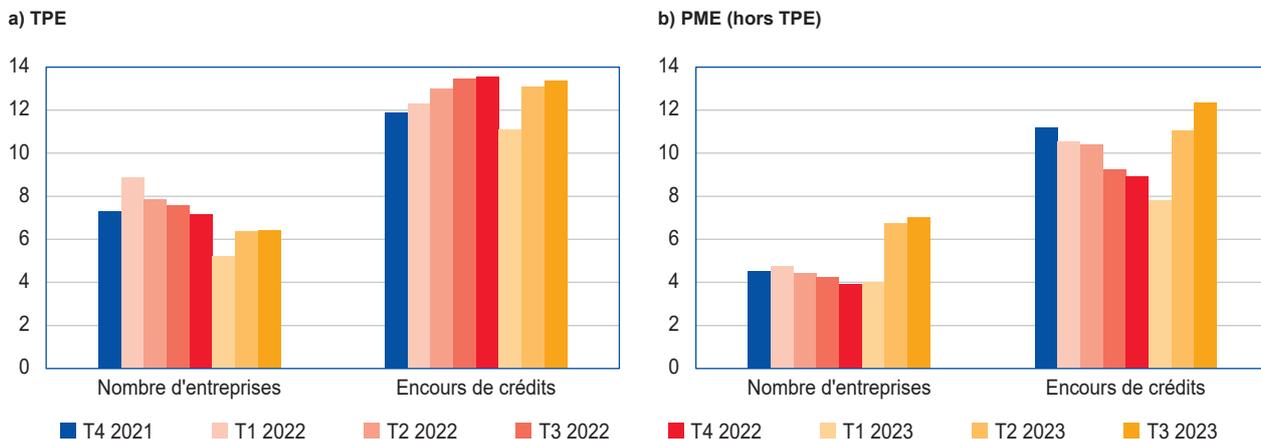
L'analyse par taille d'entreprise à partir de données collectées par unité légale³ fait apparaître qu'au sein des entreprises dont l'endettement bancaire net⁴ positif a augmenté au cours des 12 derniers mois, la proportion de celles dont les dépôts ont baissé et les crédits augmenté (c'est-à-dire les entreprises dont la situation financière s'est a priori dégradée puisque la baisse de leurs dépôts ne s'est pas traduite par un désendettement), a augmenté au deuxième et troisième trimestre 2023, de façon plus marquée pour les PME hors TPE (cf. graphique 4b) que pour les TPE (cf. graphique 4a), à la fois en % du nombre d'entreprises et en % de l'encours de crédits. Sur l'échantillon considéré, cette situation ne concerne toutefois qu'une minorité d'entreprises (6 % pour les TPE et 7 % pour les PME hors TPE). L'augmentation est visible au sein de plusieurs secteurs d'activité, en particulier le commerce, l'hébergement / restauration, les activités immobilières et la construction (cf. graphique 5).

³ Cf. méthodologie en Annexe 1.

⁴ EBN : dette brute - dépôts.

Graphique 4 : Part des TPE et des PME (hors TPE) dont les dépôts ont baissé et les crédits augmenté sur 1 an

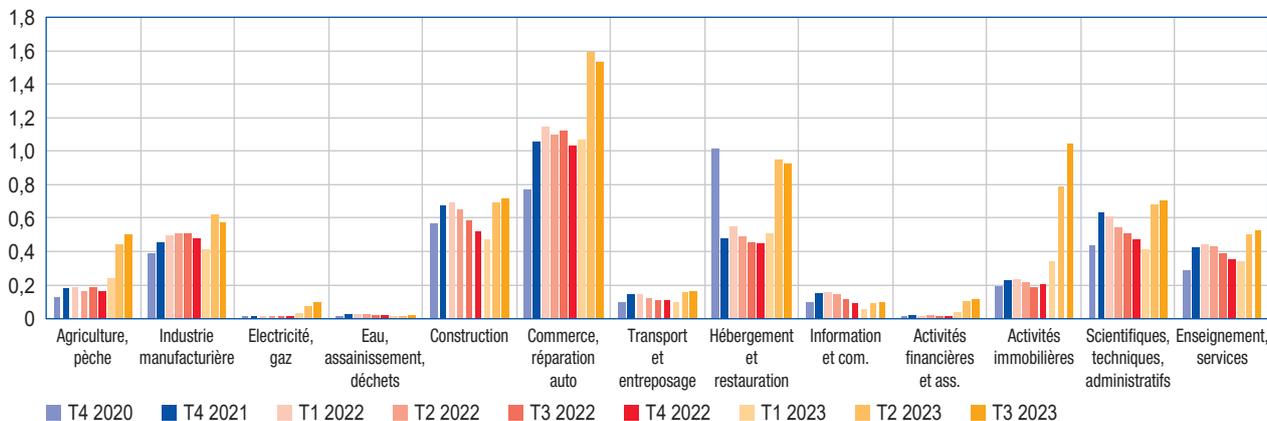
(en %)



Sources : Anacredit et collecte granulaires sur les dépôts auprès de BNP Paribas, des caisses du Crédit agricole, de LCL, de Société générale et des caisses des BP et des CE.

Graphique 5 : Part des PME (hors TPE) dont les dépôts ont baissé et les crédits augmenté sur 1 an

(en % du nombre de PME hors TPE)



Sources : Anacredit et collecte granulaires sur les dépôts auprès de BNP Paribas, des caisses du Crédit agricole, de LCL, de Société générale et des caisses des BP et des CE.

Annexe 1 : précisions méthodologiques sur l'analyse par taille d'entreprise

Les résultats pour les TPE et PME hors TPE présentés dans cette note s'appuient sur la méthodologie suivie pour la publication *Situation financière des ménages et des entreprises*. Ils reposent sur l'exploitation d'une collecte granulaire de dépôts d'entreprises réalisée sur une base volontaire auprès de BNP Paribas, des caisses du Crédit agricole, de LCL, de Société générale et des caisses des BP et des CE. Les données de l'échantillon ne sont pas calées sur les statistiques monétaires. Les premières données annuelles de dette nette au niveau granulaire à notre disposition commencent fin 2019. Les premières données trimestrielles démarrent au premier trimestre 2021. Le tableau ci-dessous précise la couverture de l'échantillon :

Les crédits accordés par ces banques aux entreprises concernées sont quant à eux tirés d'Anacredit.

	TPE	PME (hors TPE)
Nombre d'entreprises	652 866	127 731
% de l'encours de crédits (DE) au 30/09/2023	28 %	25 %